



**Contribution de Jean GARRIGUES, Professeur d'histoire contemporaine à Sciences Po,
fondateur du Comité d'histoire parlementaire et politique**

***« Séance exceptionnelle d'hommage à Olivier Stirn » : « Olivier Stirn, itinéraire d'un
centriste convaincu »***

Séance exceptionnelle du 4 juin 2026

Qu'est-ce que le centrisme ? « Un artifice », si l'on se réfère aux travaux du politologue Maurice Duverger, qui affirmait, péremptoire : « Toute politique implique un choix entre deux types de solutions : les solutions intermédiaires se rattachent à l'un ou à l'autre. Cela revient à dire que le centre n'existe pas en politique¹. »

Un « poison français », renchérit l'historien de la Révolution française Pierre Serna, décrivant « l'extrême centre » macroniste, qui selon lui aurait vidé « de sa substance démocratique la République en la faisant irrémédiablement basculer dans l'autoritarisme². » Il est permis de remettre en question leurs jugements, comme l'ont fait plusieurs historiens, dont Jean-Pierre Rioux, Sylvie Guillaume et Jean Garrigues, qui ont sérieusement travaillé la question du centre et du centrisme³.

La carrière et l'œuvre d'Olivier Stirn nous offrent justement l'occasion de réfléchir de manière un peu plus sérieuse que par des idées reçues ou des approximations tendancieuses, telles que les pratiquaient François Mitterrand, ironisant sur cette « variété molle de la droite », « ni de gauche, ni de gauche. »

Pour reprendre le titre de l'ouvrage d'Olivier Stirn, on peut se faire grâce à lui « une certaine idée du centre.⁴ »

Comme le disait l'ancien président du Conseil Edgar Faure, qui fut ministre sous Vincent Auriol, René Coty, Charles de Gaulle et Georges Pompidou, « ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent. »

Cette formule pourrait parfaitement s'appliquer à Olivier Stirn qui lui aussi exerça des fonctions ministérielles sous la présidence du gaulliste Georges Pompidou, puis sous celles du libéral Valéry Giscard d'Estaing et du socialiste François Mitterrand.

Est-ce à dire que son centrisme relevait d'un opportunisme de girouette ?

L'étude de son parcours, ainsi que des explications qu'il en donne, nous prouve le contraire.

Il commence par définir son parcours centriste comme la recherche d'« une large adhésion de tous les républicains », « par-delà les clivages politiques », à un « même idéal de justice, de liberté et de progrès social. »⁵

Est-ce suffisant pour définir le centrisme ?

C'était en tout cas l'idéal des « pères fondateurs » de la III^e République, ceux que Georges Clemenceau, d'extrême-gauche à l'époque, qualifiait d'« opportunistes », un adjectif que Léon Gambetta ne récusait pas.

On en retiendra l'idée de rassembler les républicains modérés autour d'un idéal qui n'est pas modérément républicain, en faisant « céder les petites ambitions personnelles, les rivalités qui ne sont pas sérieuses », comme le disait ce même Gambetta dans son discours au Grand Théâtre de Lille, le 6 février 1876.

À rebours des idées reçues sur le « marigot » centriste des petites ambitions, l'héritage de ces « pères fondateurs » incline au contraire le centrisme vers la recherche inlassable du rassemblement, de la coalition des énergies positives.

Comme l'écrit Olivier Stirn en 1985, « il appartient à la politique de rassembler et non de diviser. ».

Il constate plus loin : « chaque fois que les divisions furent gommées, que les Français surent se rassembler autour d'un objectif, de grandes pages de l'histoire ont été écrites comme sous la III^e République avec Clemenceau et sous la résistance avec de Gaulle et Jean Moulin.⁶ »

C'est la raison pour laquelle ce fils de Juif Résistant, venu à bicyclette de Castelsarrasin pour applaudir le général de Gaulle à Toulouse, le 16 septembre 1944, cite son héros, un « homme qui ne s'assimilait ni à la droite ni à la gauche », comme le premier qui lui a « fait souhaiter le rassemblement au centre. »

Il ajoute d'ailleurs qu'à ses yeux le projet de Nouvelle Société de Jacques Chaban-Delmas devait être le dernier programme gaulliste⁷.

À la différence du général de Gaulle, qui venait de la droite, Pierre Mendès France, le deuxième référent d'Olivier Stirn appartient à l'histoire de la gauche, dont il est resté une figure iconique.

« Jeune Turc » à la gauche du parti radical dans les années trente, éphémère sous-secrétaire d'État au Trésor dans le gouvernement de Front populaire du 13 mars 1938, puis président du

Conseil en juin 1954, il avait néanmoins été nommé par de Gaulle ministre de l'Économie nationale dans le gouvernement provisoire de la République française en septembre 1944.

C'est pourquoi Olivier Stirn était de ceux « qui attendaient, hélas en vain, le gouvernement idéal pour la France de l'époque : de Gaulle Président, Mendès Premier ministre », à la tête d'un gouvernement ni de droite ni de gauche, rassemblant les meilleurs⁸.

Non sans raison, il considère que le radical-socialiste Mendès France « était un homme du centre et convaincu de la nécessité de l'entente avec la gauche⁹. »

Son troisième référent, lui aussi issu de la gauche, est le sénégalais Léopold Sédar Senghor, qui l'a connu enfant, et dont, écrit-il, le « socialisme humaniste puise ses racines chez Jaurès et Léon Blum », « rejette le dogmatisme, condamne le communisme » et « est épris de liberté. »¹⁰

Enfin son quatrième mentor est le chancelier autrichien Bruno Kreisky, « symbole européen du socialisme social-démocrate », rencontré en tête à tête en novembre en 1980 à l'occasion d'une conférence internationale sur le tiers-monde.

Il retiendra de lui la réalisation d'un « projet politique non dogmatique réussissant à rassembler de nombreuses énergies, à l'exception des communistes et de la droite conservatrice. »¹¹

À la lumière de ces références revendiquées, se dessine une première esquisse du centrisme d'Olivier Stirn comme une volonté de rassemblement à l'écart des extrêmes et des dogmes, autour des valeurs de liberté, d'humanisme et de démocratie sociale.

Ce que confirme sa première expérience politique en 1963 comme chef de cabinet du républicain libéral Louis Jacquinot, un homme venu du « centre droit » mais qui « avait pris sous la IV^e République, l'habitude de participer à des gouvernements avec les socialistes et les radicaux » avant de se lier au général de Gaulle.¹²

Aussi paradoxal que cela puisse paraître aujourd'hui, le centriste Olivier Stirn a trouvé au sein du mouvement gaulliste, « le compagnonnage » qui « permettait à des hommes très différents de cohabiter », et c'était le fond de sa recherche¹³

La déception est venue du constat que le rassemblement gaullien « ne suffisait pas à exprimer toutes les sensibilités indispensables à la bonne marche du pays et négligeait notamment à la fois le centre droit et les socialistes.¹⁴ »

Ce sera un fil conducteur de son action politique que de rechercher à étendre cette idée du rassemblement de la droite à la gauche, à l'image de la Troisième Force de la IV^e République.

D'où son regret que l'expérience de la « Nouvelle Société », qu'il qualifie de « choix lucide » fait par le Premier ministre Jacques Chaban-Delmas en septembre 1969, n'ait pas pu se poursuivre, car selon lui « il aurait sans doute abouti à l'entrée des socialistes dans la majorité », ce qui aurait changé fondamentalement l'histoire de la gauche.

Si l'échec du projet Chaban n'est pas la raison majeure de la stratégie d'alliance avec le Parti communiste choisie par François Mitterrand en 1972, il n'en reste pas moins que ce choix a entraîné une polarisation dont Olivier Stirn regrette les effets.

L'élection présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing, qui veut gouverner au centre, concrétise néanmoins en 1974 le projet politique d'Olivier Stirn, signataire avec Jacques Chirac, son ami, de l'appel des 43 députés gaullistes ayant décidé d'abandonner Jacques Chaban-Delmas.

Si ce dernier a légitimement vécu cet appel comme une trahison, force est de constater qu'elle répond en ce qui concerne Olivier Stirn à la cohérence de ses idées centristes.

Chargé en tant que secrétaire d'État aux DOM-TOM de conduire l'indépendance de Djibouti, il observe sur cette question épineuse « qu'un cheminement commun des socialistes et du centre permettait de lever bien des obstacles¹⁵. »

Il cite le centriste Jean Lecanuet, garde des sceaux du Gouvernement Chirac, interviewé sur Europe 1 en 1975 : « Pensez-vous que des socialistes siégeront au gouvernement aux côtés des républicains indépendants et des gaullistes au cours du septennat de Valéry Giscard d'Estaing ? », Jean Lecanuet répondit : « Oui, je l'espère et je le crois. »¹⁶
C'est pourquoi, grande est la déception d'Olivier Stirn par la suite.

Après la rupture de l'été 1976 entre Chirac et Giscard, la surenchère des gaullistes pousse insensiblement le chef de l'État vers une droitisation du septennat.

Olivier Stirn déplore notamment le rendez-vous manqué des élections législatives de 1978, gagnées de justesse par la majorité présidentielle, et qui selon lui aurait dû pousser le Président à former un « gouvernement d'ouverture. »

Bien que nommé Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, après presque quatre ans aux DOM-TOM, un record, il regrette que, « pour garder une partie de l'électorat du R.P.R. », Valéry Giscard d'Estaing ait dès lors pratiqué « une politique conservatrice », abandonnant son ambition initiale de rassembler « deux Français sur trois ». ¹⁷

À cette époque, il considère que le projet centriste est incarné par Jean-Jacques Servan-Schreiber, ou « JJSS », qui fut le disciple de Pierre Mendès France et le fondateur de L'Express pour soutenir « PMF », et qui lui demande en 1977 de devenir le vice-président du parti radical.

C'est ainsi qu'Olivier Stirn, gaulliste d'origine, aura fréquenté les trois grandes familles de pensée du centrisme français : la famille démocrate-chrétienne incarnée par Jean Lecanuet, la famille libérale de Louis Jacquinot puis Giscard d'Estaing, et la famille radicale, représentée par Mendès France puis JJSS.

Triple filiation historique qui n'exclut pas la proximité avec le gaullisme, comme principe de rassemblement, et avec la social-démocratie, comme partenaire potentiel du rassemblement des républicains modérés.

La droitisation du parti radical, qui poussait d'ailleurs JJSS à en quitter la présidence en 1979, est une autre déception pour Olivier Stirn.

Elle explique que ce dernier l'ait à son tour quitté en mars 1984 après avoir été battu par André Rossinot à la présidence en novembre 1983.

Il fonde alors l'Union centriste et radicale (UCR) et dirige la liste de l'Entente radicale écologiste pour les États-Unis d'Europe aux élections européennes qui suivent trois mois plus tard.

La fondation de ce nouveau parti prouve à quel point le parcours centriste d'Olivier Stirn n'est pas dicté par l'opportunisme, contrairement aux idées reçues.

Il s'agit au contraire, d'incarner une cohérence politique sur des thèmes qui sont ceux du centrisme, l'européisme, la démocratie sociale et, élément nouveau, la dimension écologique représentée par l'alliance avec Brice Lalonde.

S'il définit avant tout l'UCR comme « une éthique politique » qui est « la recherche des convergences », il lui assigne des objectifs concrets, notamment de « réduire le rôle de l'État et mieux organiser son action », dans l'héritage de la Nouvelle Société de Jacques Chaban-Delmas, mais dans une interprétation qui le rapproche du libéralisme giscardien, rappelant « que la première tâche de l'État n'est ni de produire ni de se substituer aux initiatives privées. »¹⁸

Dans cette perspective, il s'inscrit dans la continuité du Parti radical en souhaitant « accorder une priorité économique au développement des petites et moyennes entreprises. »

Il emprunte par ailleurs au courant démocrate-chrétien un intérêt marqué pour la décentralisation démocratique : il s'agit de « faire de la région le pôle dynamique de la France moderne », d'introduire « le système proportionnel pour l'élection du tiers des députés dans le cadre régional », ainsi que « le référendum d'initiative populaire au niveau régional et municipal »

Toujours dans cette veine inspirée par le MRP puis par le Centre des démocrates sociaux de Jean Lecanuet, et chère à Valéry Giscard d'Estaing, il appelle à construire « par étapes les États-Unis d'Europe », que Victor Hugo appelait déjà de ses vœux.

S'ajoute à ce programme qui l'inscrit à la confluence des trois courants centristes, libéral, radical et démocrate-chrétien, le projet de « réduction du mandat présidentiel à cinq ans », que Georges Pompidou n'avait pu introduire et que la gauche comme le centre porteront jusqu'à la réforme de l'an 2000.

Cette convergence avec la gauche sociale-démocrate, qu'il caresse depuis les années soixante-dix, se réalise de manière assez spectaculaire par son apparentement au Parti socialiste en 1986.

Bien que très critiqué par la fédération socialiste de la Manche, qui voit en lui un adversaire de toujours, ce rapprochement permettra au parti du Président d'obtenir au scrutin proportionnel deux sièges de députés dans ce département, et ce pour la première fois de son histoire.

Par ailleurs, c'est le prélude à sa nomination en 1988 comme ministre délégué au Tourisme dans le gouvernement d'ouverture dirigé par Michel Rocard.

C'est la conséquence du souhait formulé par François Mitterrand, lors de son ascension rituelle de la Roche de Solutré, le 23 mai 1988, d'appeler au Gouvernement « d'autres familles d'esprit » que celles de la gauche.

Au lendemain des élections législatives anticipées des 5 et 12 juin 1988, le parti socialiste et ses épigones n'obtiennent pas la majorité absolue, et François Mitterrand demande à ce que, pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, la moitié des ministres et des secrétaires d'État ne soient pas membres du parti dominant.¹⁹

Il autorise néanmoins le Premier ministre à choisir les centristes incarnant « l'ouverture », notamment Jean-Pierre Soisson au Travail, Michel Durafour à la Fonction publique et Jean-Marie Rausch au Commerce extérieur.

Olivier Stirn est nommé ministre délégué au Tourisme.

S'il ne fait à proprement parler des prises de guerre centristes, ayant été élu dans la Manche sous l'étiquette d'apparenté socialiste, on peut néanmoins considérer qu'il représente la famille d'esprit du centre dans le Gouvernement d'ouverture.

Il y restera deux ans.

Il est plus difficile de comprendre pourquoi, après s'être présenté dans son département d'origine du Calvados aux élections législatives de 1993 sous l'étiquette socialiste, et avoir été battu par le candidat de l'UDF à laquelle il avait appartenu, puis avoir rejoint en 1994 le Mouvement des Réformateurs lancé par Jean-Pierre Soisson pour faciliter l'ouverture à gauche, il soutient la candidature du gaulliste Jacques Chirac et non celle de Lionel Jospin ou même d'Édouard Balladur à l'élection présidentielle de 1995.

Sa vieille amitié pour le maire de Paris explique en partie ce choix.

Mais c'est avant tout un choix politique, qui s'explique à la fois par l'impasse de l'ouverture après la démission de Michel Rocard en 1991, ainsi que par la campagne menée par Jacques Chirac sur le thème de la résorption de la « fracture sociale », un sujet qui correspond au tropisme social-démocrate d'Olivier Stirn.

Ce soutien à la candidature Chirac ne signifie en aucun cas une allégeance au RPR, puisqu'il présente aux élections régionales de 1998 une liste dissidente, aux côtés de l'ex-ministre de l'Environnement Corinne Lepage, elle aussi dissidente, face au président de région sortant René Garrec, étiqueté Démocratie libérale.

Ils n'obtiendront aucun siège, preuve que leur dissidence était purement désintéressée.

Dans un ouvrage publié en 2004 sous le titre *Mes Présidents*, il revendique d'avoir appartenu à tous les partis des six présidents de la V^e République, se qualifiant de « gaulliste de gauche »²⁰.

Au vu de son parcours et de ses ouvrages précédents, cette étiquette nous semble lui convenir.

Elle justifie son parcours politique subtil qui apparaît en contradiction absolue avec la bipolarité historique de la V^e République.

Il s'en expliquait déjà deux décennies plus tôt dans Une certaine idée du centre, rappelant que « tous les grands hommes politiques ont toujours su dépasser les clivages droite-gauche », évoquant « Georges Clemenceau, Pierre Mendès France et Charles de Gaulle », qui, « en abordant les problèmes les plus complexes de manière pragmatique, ont, tous les trois, dérouteré autant leurs adversaires que leurs alliés. »

Et il citait le général de Gaulle qui affirmait : « La droite manque du sens de la Nation et de la générosité. La gauche manque du sens de l'État et de la rigueur »²¹ ?

Il lui semblait déjà, bien avant la crise démocratique actuelle, que la bipolarisation entre la droite et la gauche était « l'un des éléments de ce désintérêt progressif des Français » pour la politique²².

S'il reconnaît que « l'un des intérêts essentiels des institutions de la V^e République est la constitution d'une majorité cohérente et permanente peu fréquente jusque-là dans l'histoire de la République », il estime qu'elle « n'implique en rien que la séparation se fasse entre la droite et la gauche »²³.

La majorité d'idées doit se construire à ses yeux sur un projet pragmatique qui fait avancer la société, et non sur des préjugés partisans.

Par conséquent, il définit le centrisme comme « une exigence de tolérance », « l'ennemi des idéologies », un éternel combat contre « les a priori, les attitudes systématiques », « un comportement », qui rend l'homo politicus perméable à toutes les idées qui lui paraissent aller dans le sens du progrès et de la justice.

C'est pourquoi le centriste Olivier Stirn a pu successivement adhérer à l'idée de la « participation » des gaullistes de gauche, tel Jean Charbonnel, à la « Nouvelle Société » de Jacques Chaban-Delmas, à la « société libérale avancée » de Valéry Giscard d'Estaing, ou à la deuxième gauche de Michel Rocard.

Il est devenu en 2009 le conseiller pour la Méditerranée du Président Nicolas Sarkozy, avant d'être nommé l'année suivante secrétaire national de l'UMP chargé de la diversité.

C'est d'ailleurs à ce titre qu'il annonce, le 18 mars 2011, la création de « l'Union des Français musulmans », composée, explique-t-il, de "*Français musulmans de tous les horizons, qui approuvent le débat sur la laïcité.*"

Mais cette initiative visant à réconcilier le Président avec la communauté musulmane de France est d'emblée lettre morte, le communiqué de presse étant retiré du site de l'UMP le jour même.

On imagine la désillusion de son concepteur, qui se heurte une fois de plus dans sa carrière aux positions intransigeantes des uns et des autres et au refus du dialogue qu'il appelait de ses vœux.

C'est un mur auquel il s'est heurté tout au long de son itinéraire centriste, lorsque la concurrence gaulliste a poussé Giscard vers la droitisation, lorsque le Parti radical a poussé JJSS vers la sortie, lorsque les durs du miterrandisme ont fini par faire échouer la politique d'ouverture de Michel Rocard ou encore lorsque Jacques Chirac a renoncé à une véritable politique sociale.

Et force est de constater qu'au lieu d'accepter ces renoncements, Olivier Stirn a chaque fois eu le courage de les refuser, quitte à changer d'alliés politiques, mais sans changer d'objectif.

Ce qui illustre sa définition du centrisme, qui « exige l'ouverture, mais refuse le laxisme », car « le centrisme, ce n'est pas la mollesse ni les combinaisons comme à la fin de la III^e République²⁴. »

Se référant au « Gouverner c'est choisir » de Pierre Mendès France, il refuse de voir dans le centrisme politique une simple « recherche du compromis » : « Une fois que le débat démocratique a dégagé une solution sur une question concrète, son application doit être rapide et ferme²⁵. »

Contrairement aux imputations de mollesse ou d'indécision qui pèsent depuis toujours sur les centristes, il y voit au contraire « un principe d'action » 26.

Pour résumer le centrisme d'Olivier Stirn, référons-nous à une formule qui clôt son livre, Une certaine idée du centre : « Le centre n'est pas un compromis sans saveur. Il est une volonté de trouver enfin l'adhésion du plus grand nombre à un projet de société.²⁷ »

Si l'on suit pas à pas sa carrière politique, on constate en effet que tel en a été le fil conducteur.

La recherche du compromis, des alliances, des coalitions, au service d'un projet politique républicain, humaniste, européen, social-démocrate : c'est le chemin qu'il a suivi, à travers les obstacles que la bipolarisation inhérente à la V^e République a sans cesse opposés à ses projets.

Ce cheminement perpétuel entre les écueils de la vie partisane peut donner l'impression d'un parcours qui ne serait régi que par des calculs opportunistes.

C'est le reproche qui a été fait depuis des décennies à tous ceux qui ont emprunté cette voie difficile, au confluent des familles républicaines modérées, de Jean Lecanuet jusqu'à François Bayrou.

Et pourtant, c'est exactement le contraire qui caractérise la plupart des centristes, et singulièrement Olivier Stirn.

Son horizon politique, inspiré aussi bien par le gaullisme social que par le radicalisme, le libéralisme de progrès et la social-démocratie, n'a jamais disparu de ses ambitions.

C'est précisément cette fidélité à ses racines idéologiques qui explique son identité politique.

En refusant de jouer le jeu de la bipolarisation systémique, Olivier Stirn a ouvert la voie à ce qui apparaît une urgence politique immédiate : réunir les forces politiques de gouvernement autour des priorités essentielles.

Il restera de lui, et de ceux qui lui ressemblent, un principe de fidélité à ses convictions, dans la tradition des grands républicains de la III^e et de la IV^e République.

En ces temps de crise démocratique, cela devrait servir de boussole à ceux qui brutalisent ou qui laissent brutaliser la démocratie.

À sa manière, élégante et distanciée, Olivier Stirn nous laisse un héritage à cultiver.

¹ Maurice Duverger, *La Démocratie sans le peuple*,

² Pierre Serna, *L'Extrême Centre ou le poison français (1789-2019)*, Cham Vallon, 2019.

³ Sylvie Guillaume (sd), *Le Centrisme en France aux XIX^e et XX^e siècles : un échec ?*, MSH Aquitaine, 2005 ; Sylvie Guillaume et Jean Garrigues (sd), *Centre et Centrisme en Europe aux XIX^e et XX^e siècles*, PIE. Peter Lang, 2006 ; Jean-Pierre Rioux, *Gouverner au centre. La politique que nous n'aimons pas*, Stock, 2020.

⁴ Olivier Stirn, *Une Certaine idée du centre*, Albin Michel, 1985. 186 p.

⁵ Ibidem, p 12.

⁶ Ibidem, p 57.

⁷ Ibidem, p 25.

⁸ Ibidem.

⁹ Ibidem, p 26.

¹⁰ Ibidem, pp 27-28.

¹¹ Ibidem, pp 29-31.

¹² Ibidem, p 31.

¹³ Ibidem p 40.

¹⁴ Ibidem, p 32.

¹⁵ Ibidem, p 35.

¹⁶ Ibidem, p 42.

¹⁷ Ibidem, p 36. Olivier Stirn fait ici référence à l'ouvrage de Valéry Giscard d'Estaing, *Deux Français sur Trois*, publié chez Flammarion en 1984.

¹⁸ Ibidem, pp 88 et 93.

¹⁹ Robert Schneider, *La Haine tranquille*, op. cit. pp 107-108.

²⁰ Olivier Stirn, *Mes Présidents*, Éditions du Félin, 2004.

²¹ Olivier Stirn, *Une certaine idée du centre*, op. cit pp 61-62.

²² Ibidem, p 58.

²³ Ibidem, p 73.

²⁴ Ibidem, pp 67-68.

²⁵ Ibidem, p 68.

²⁶ Ibidem, p 78.

²⁷ Ibidem, p 155.